

La répartition des services publics sur le territoire est-elle réellement inégalitaire ? La réalité des chiffres surprend parfois

Hôpitaux: la « diagonale du vide » n'est pas si mal lotie

La carte et le territoire

Dans une note que dévoile l'Opinion, le spécialiste des finances publiques et fondateur du site Fipeco.fr, **François Ecalle**, analyse les dernières données en termes de répartition des fonctionnaires sur le territoire.

Raphaël Legendre

LE SENTIMENT D'ABANDON de certains territoires par les services de l'Etat a nourri la colère des Gilets jaunes fin 2018. Pour y répondre, le gouvernement a pris plusieurs mesures comme le déploiement de 2000 « maisons de service au public » (MSAP) hébergeant La Poste, Pôle emploi et d'autres entités, ou bien encore l'envoi de 2500 agents de la direction générale des finances publiques (DGFiP) dans des villes moyennes.

Ce sentiment d'abandon est-il ancré dans le réel ? Une nouvelle analyse vient battre quelques idées reçues en brèche. Fondateur du site Fipeco.fr et spécialiste des finances publiques, François Ecalle a disséqué les données du dernier rapport sur la fonction publique pour analyser la répartition des fonctionnaires par branche (Etat, hôpital et collectivités locales) sur le territoire.

En 2018, la France comptait en moyenne 30,6 agents de l'Etat pour 1000 habitants. Les écarts entre départements peuvent être importants : le moins doté, la Vendée, comptait 17,7 agents pour 1000 habitants quand la Guyane, en haut du classement, en recensait 42,8 pour 1000 habitants (Paris, qui concentre tous les ministères, est un cas à part avec un ratio de 83,8 agents pour 1000 habitants). La concentration des services de l'Etat dans les métropoles est nuancée par l'enseignement primaire et secondaire.

« Contrairement à une perception répandue, il n'y a pas eu d'abandon généralisé des territoires [ruraux] par les grands réseaux nationaux de services publics » comme l'école, La Poste ou la gendarmerie, a constaté la Cour des comptes début 2019. « Il y a une meilleure adéquation des

taché à Matignon. Au final, si les fonctionnaires d'Etat sont logiquement implantés dans les métropoles, les préfectures ou les bases militaires, les fonctionnaires hospitaliers et locaux sont répartis de manière plus homogène, parfois même au détriment des zones les plus dynamiques démographiquement quand il s'agit des emplois éducatifs ou hospitaliers, du fait d'une certaine inertie dans la fonction publique. Les problèmes de mobilité ne touchent pas que le privé.

@LEGENRA 



SIPA PR

Les départements de la région parisienne sont parmi ceux qui comptent le moins de **personnel hospitalier**.

besoins de la population aux services de l'Etat qu'avec les collectivités locales ou les hôpitaux », confirme aujourd'hui François Ecalle.

Les hôpitaux, justement : en moyenne, le taux d'administration de la fonction publique hospitalière est de 16,4 agents pour 1 000 habitants en France. Paris mis à part, c'est en Bourgogne Franche-Comté que l'on trouve le taux d'administration de la fonction hospitalière le plus élevé, avec 20,5 agents pour 1 000 habitants. Surprise, l'Île-de-France est la région la moins bien dotée avec un ratio de seulement 11,4 agents pour 1 000 habitants.

Faible mobilité. L'écart est encore plus frappant département par département, entre le haut du classement (29 agents pour 1 000 habitants dans la Haute-Vienne) et le bas (9,3 agents pour 1 000 habitants en Seine-et-Marne). « Les départements de la région parisienne, autres que la capitale, sont parmi ceux qui ont le plus faible taux d'administration hospitalière (...). Hors Paris, les taux les plus élevés se trouvent plutôt dans des départements ruraux. (...) Ils sont les plus élevés sur la "diagonale du vide" », souligne la note de Fipeco.

« La mobilisation des populations et des élus locaux pour conserver leurs hôpitaux de proximité, doublée d'une faible mobilité dans la fonction publique en général et hospitalière en particulier, explique ce résultat », décrypte François Ecalle. Avec, au final, une carte qui ne correspond plus aux foyers de croissance démographique.

Pour la fonction publique territoriale, la dichotomie se fait plutôt entre le Nord et le Sud. Si la moyenne nationale est de 26,1 agents territoriaux pour 1 000 habitants, le taux d'administration grimpe à 30,4 en Région Sud (Paca) et même 36,1 en Corse, quand il ne dépasse pas 20,7 agents pour 1 000 habitants dans le Grand Est. « La répartition de la fonction publique territoriale est marquée par son héliotropisme : les huit régions les plus administrées (y compris DOM et Corse) sont au Sud », constate François Ecalle.

France Stratégie était arrivée aux mêmes conclusions en 2019 dans une étude plus détaillée. La répartition des emplois locaux est en réalité proche des zones d'emploi. « Une analyse économétrique montre que les taux d'administration sont surtout déterminés par la taille de l'agglomération principale de la zone d'emploi, sa richesse mesurée par son "potentiel financier", et un clivage entre le sud de la France et l'Île-de-France, d'un côté, et le reste du territoire, de l'autre côté », indiquait alors l'organisme rat-

La science infuse

Anaïs Maréchal

6 L'hydrogène n'est pas renouvelable d'origine naturelle

PAS MOINS DE 96% de l'hydrogène est produit à partir de matières fossiles. Alors que cela représente l'opportunité d'une transition vers le zéro carbone, la filière vise un objectif : fabriquer de l'hydrogène décarboné dit vert, par électrolyse de l'eau, grâce à l'électricité d'origine renouvelable. Des milliards d'euros du plan de relance français sont consacrés. Une alternative existe : l'hydrogène naturel, présent en grande quantité dans le sous-sol.

Au Mali depuis 2012, le village de Bourakébougou est en partie alimenté en électricité produite à partir d'hydrogène naturel. Hydroma, qui exploite les réservoirs souterrains, ambitionne désormais d'introduire l'hydrogène dans le mix énergétique du pays. Si d'autres se sont lancés, comme 45-8 Energy en France, les industriels sont peu nombreux. « Le Mali est le pays le plus avancé sur l'exploitation industrielle de l'hydrogène », appuie Andreas Prinzhofner, professeur associé à l'Université de Paris et directeur scientifique de Ge

Noyau terrestre. L'hydrogène naturel est apparu récemment dans la littérature scientifique. « Depuis les années 1990, l'hydrogène s'échappant de fluides sous-marins est bien documenté, raconte Emmanuel Deville, professeur en géologie à l'IFPEP. Des scientifiques se sont intéressés par la présence aux sources continentales. » Des rejets d'hydrogène ont été détectés dans de nombreux environnements terrestres. Les géologues expliquent sa présence par des réactions entre l'eau et certains minéraux présents dans des massifs montagneux. Certains avancent aussi l'hypothèse d'une remontée d'hydrogène depuis le noyau terrestre. « Nous discutons depuis peu d'une nouvelle source : les systèmes hydrothermaux, ces eaux chaudes circulant dans le sous-sol », complète Andreas Prinzhofner.